

«Toute reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite» (loi du 11 mars 1957, alinéa premier de l'article 40).
La loi du 11 mars 1957 n'autorise, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, d'une part, et d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration.

Responsable de l'ouvrage : Nicolas Jagora

© 2012, Éditions LBM
15 rue du Colisée
75008 Paris
www.little-big-man.com
direction : Pierre de Broissia

ISBN : 978-2-9153-4796-8

SOMMAIRE
Dieu désarmé
Journal d'un curé de campagnes

I	Préface de l'auteur	13
II	Le curé de campagne	15
III	Le curé de campagne	17
IV	Le curé de campagne	19
V	Le curé de campagne	21
VI	Le curé de campagne	23
VII	Le curé de campagne	25
VIII	Le curé de campagne	27
IX	Le curé de campagne	29
X	Le curé de campagne	31
XI	Le curé de campagne	33
XII	Le curé de campagne	35
XIII	Le curé de campagne	37
XIV	Le curé de campagne	39
XV	Le curé de campagne	41
XVI	Le curé de campagne	43
XVII	Le curé de campagne	45
XVIII	Le curé de campagne	47
XIX	Le curé de campagne	49
XX	Le curé de campagne	51
XXI	Le curé de campagne	53
XXII	Le curé de campagne	55
XXIII	Le curé de campagne	57
XXIV	Le curé de campagne	59
XXV	Le curé de campagne	61
XXVI	Le curé de campagne	63
XXVII	Le curé de campagne	65
XXVIII	Le curé de campagne	67
XXIX	Le curé de campagne	69
XXX	Le curé de campagne	71

Richard Kalka
aumônier militaire

Laurent, venu de Bouar en RCA, est resté avec ses troupes dans la zone Nord, pendant toute la durée de l'opération). Après un bref entretien avec le général Comforce, j'ai entrepris de lier connaissance avec les unités stationnées dans cette station balnéaire coincée entre le lac Kivu et un volcan.

Le dispositif de l'opération Turquoise est mis en place en un temps record. Il a fallu à peine une semaine pour que les forces pré-positionnées en RCA, au Gabon, à Djibouti et à La Réunion prennent position dans la zone Ouest et Sud-Ouest du Rwanda ainsi qu'à Bukavu et Goma au Zaïre. Toute la logistique a été acheminée de France par voie aérienne. Au total, 3 000 hommes, 700 véhicules et 800 tonnes de matériels. Un savoir-faire remarquable malgré quelques difficultés liées aux obstructions et à l'incompétence de la compagnie aérienne ex-soviétique... et à l'engorgement des plateformes de ravitaillement intermédiaires (certains avions sont restés bloqués pendant trois à quatre jours à Douala).

L'opération Turquoise est une parfaite réussite tant sur le plan politique, militaire, médiatique, que dans le domaine humanitaire. Le principal but de l'opération – l'arrêt des massacres – est atteint dès les premiers jours, grâce à la confrontation du COS d'abord avec les FAR et les milices armées, puis avec le FPR dans la région de Butare. Afin d'assurer la protection des populations et des camps de réfugiés tutsis et hutus, le commandement a créé une ZHS (zone humanitaire sûre) épousant les limites géographiques des districts de Cyangugu, Kibuye et Gikongoro.

Le 3 juillet, environ 100 000 personnes, dont 300 enfants, sont évacuées vers le Burundi. Quelques affrontements ont lieu à Butare entre le COS et FAR contre les milices Hutus, les principaux auteurs des massacres depuis avril dernier. La ville de Cyangugu, du fait de sa proximité avec le Zaïre, est en effervescence. Des flots de réfugiés traversent son axe principal et de toutes les rues et des moindres ruelles déferle une véritable marée humaine. C'est un peuple qui fuit.

Lundi 4 juillet, en fin d'après-midi, j'accompagne une patrouille du capitaine Bruno Guibert, ancien du 6^e RPIMA, qui s'appête à contrôler le poste-frontière au bord du lac

Kivu. Des réfugiés apeurés quittent massivement la région en direction de Bukavu. L'insécurité règne dans tous les quartiers de la ville, les pillages vont bon train. L'endroit où nous nous trouvons est particulièrement dangereux. Nous avançons lentement dans une foule de plus en plus dense. La nuit commence à tomber lorsque nous croisons deux religieuses rwandaises. L'une d'elles fait signe à notre patrouille de s'arrêter. Nous descendons du véhicule pour les saluer. Traumatisées, elles nous décrivent brièvement la situation : agressées par des bandes de pillards et menacées de mort, elles ont décidé de quitter dispensaire dont elles s'occupaient. Elles se dirigent vers Bukavu où se trouve leur maison mère. Sœur Adeline, la Supérieure, me semble-t-il, nous supplie de faire quelque chose pour le dispensaire où restent encore des blessés et des malades intransportables.

Nous déposons les sœurs à la frontière zaïroise toute proche et nous nous rendons au dispensaire. Une trentaine de blessés en piteux état gisent dans deux pièces. Parmi eux, une femme de 25 ans, qui vient d'accoucher toute seule, repose avec son bébé à même le sol, dans une mare de sang. Personne pour les soigner. Personne pour leur donner ne serait-ce qu'un verre d'eau. Ma décision est prise sur le champ. Je demande au capitaine Guibert de m'emmener au PC de la zone, monté succinctement sur l'aéroport de Cyangugu. Je fais le récit de notre visite au lieutenant-colonel Jacques Hogard, homme de bonne volonté et chef exceptionnel. M'autoriserait-il à prendre en charge le dispensaire le temps de trouver une solution plus durable ? Il comprend ma demande mais n'a plus aucun soldat disponible à me détacher. Qu'à cela ne tienne ! Le sergent-chef Razny, affecté en mission à Goma et de passage pour deux jours encore à Cyangugu, se porte volontaire.

Vers 21 h, dotés par le colonel Hogard d'une P4 équipée de matériel de transmission, nous nous installons au dispensaire. Le chef Razny se propose de monter tout seul la garde de nuit. Je ne peux accepter une telle offre et nous établissons un plan de gardes partagées. Nous déplaçons nos lits Picot dans la courette du dispensaire. À peine installé dans mon cou-

chage, j'entends des coups très forts portés au portail métallique. Quelques précautions prises, nous allons tous les deux voir de quoi il retourne. Nous distinguons dans l'obscurité une jeune femme, enceinte « jusqu'aux oreilles », couchée sur un brancard de fortune. Personne alentour. Les porteurs sont déjà repartis...

Nous installons la jeune femme dans une chambre à part, en lui adjoignant une femme à peu près valide pour lui tenir compagnie et retournons, l'un à sa garde et l'autre à son lit Picot. Quelques instants plus tard, je suis tiré de mon sommeil par un cri strident. Il est minuit et la femme commence à avoir ses premières contractions. Je prends contact par radio avec l'hôpital militaire, situé de l'autre côté de la ville. Tous les médecins dorment, épuisés par une journée d'un travail harassant. Je demande qu'on réveille le médecin-chef, le colonel Auclair. Malgré sa gentillesse et la bonne volonté que je lui connais, il me répond qu'aucune intervention ne sera possible cette nuit. Il faut faire patienter la femme jusqu'au lendemain matin. Faire patienter comment ? Je demande à pouvoir récupérer du matériel de soins, au cas où. Accordé. Je fais un aller-retour en P4 et rapporte un scalpel et des produits de désinfection. De retour au dispensaire, j'aurai juste le temps de couper le cordon ombilical... Un beau bébé est né. Nous le lavons et l'enveloppons dans un drap propre. « *Minuit, chrétiens, c'est l'heure solennelle...* » La jeune mère décide de l'appeler Turquoise. Notre joie est immense. Nous veillons auprès de la mère et de l'enfant jusqu'à l'aube.

Au départ du chef Razny, le colonel Hogard m'a affecté un jeune soldat, Hervé Dupont. Petit, maigre, sans doute pas le plus costaud en opérations, le soldat de première classe Dupont, est devenu mon garde du corps au dispensaire de Cyangugu. Le lendemain, Jacques Hogard nous amène le colonel Le Flem en visite au dispensaire. Légionnaire de toujours, béret vert bien usé vissé sur sa tête de rouquin, sourire malin et cœur sur la main. « — Avez-vous besoin de quelque chose, mon père ? » Bien entendu, les besoins sont énormes dans ce genre de situations, mais on se débrouille comme on peut. Ce qui serait cependant indispensable pour le fonctionne-

ment de la maison, c'est un bon soldat, un vieux chouf, style major de camp. « — Pas de problème, c'est dans mes cordes, demain vous aurez deux caporaux-chefs du 6^e REG. »

Heureusement. Car le lendemain de l'arrivée de ce renfort, une bande de pillards décide de nous attaquer, me croyant tout seul avec le jeune première classe. La surprise des bandits s'imprimera nettement sur leurs visages quand, une fois juchés à califourchon sur le mur de l'enceinte, ils verront deux « armoires fortes » coiffées d'un béret vert et armées de Famas sortir au-devant d'eux. C'est ainsi que les caporaux-chefs Daniel Diedrich¹ et Pierre Ebersol sont devenus les anges gardiens du dispensaire et les bons génies de mon aventure à Cyangugu. Ce sont eux qui, d'une fidélité et d'une solidité à toute épreuve, m'ont aidé à gérer deux mois durant, ce petit dispensaire qui va devenir un grand hôpital régional.

Chaque jour, l'hôpital militaire de campagne EMIR (Élément médical d'intervention rapide) nous envoie des personnes à hospitaliser, la plupart fraîchement sorties du bloc opératoire, pour pouvoir en accueillir d'autres. Nous sommes devenus son annexe. Notre équipe grandissait et s'étoffait à vue d'œil. L'évêque de Cyangugu m'a autorisé à réquisitionner deux religieuses de Kibuye, de passage dans notre localité. J'ai aussi pu obtenir une aide permanente de trois sapeurs pompiers de Paris, des hommes efficaces, dynamiques et toujours souriants. Un médecin Tutsi et sa femme ont trouvé un refuge dans notre dispensaire et dans le même temps celui-ci s'est vu doté du premier toubib digne de ce nom. Timide et traumatisé par la peur, il nous a souvent dépannés sur le plan médical, ayant toujours un diagnostic clair et sûr. Un autre toubib a débarqué fin juillet : un médecin capitaine de la 13^e DBLE, secondé par un très bon infirmier de la Légion. Avec une telle équipe, nous avons pu ouvrir nos portes à toutes sortes de consultations et d'hospitalisations. Outre les blessés, nous traitons toutes les pathologies tropicales habituelles (dysenterie, paludisme...) et toutes celles, très nombreuses, liées à l'exode...

Chaque semaine, je partais à Goma, au Zaïre, et faisais le tour du dispositif mis en place fin juin : au centre-ville, le

PCIAT du général Lafourcade et, à l'aéroport, une base logistique commandée par le colonel Le Goff ainsi qu'une base aérienne commandée par le colonel Martial Imberti. J'ai souvent eu cette sorte de chance d'être là au moment où l'on avait besoin de moi. Comme lors de cet après-midi du 17 juillet où le FPR voulait faire savoir qu'il était présent de l'autre côté de la frontière. Des tirs de mortier bien ajustés provoquent dans la ville quelques morts directes, et une centaine au total en raison de la panique qu'ils déclenchent. Nous avons eu très chaud lorsque nous avons vu tomber l'un des nôtres, le lieutenant-colonel Marin. Blessé par balle en plein cœur, pris pour mort, Marin a été immédiatement évacué sur l'antenne chirurgicale de l'aéroport. Opéré par le colonel Pons, chirurgien du Val-de-Grâce, il doit certainement sa vie à ce magicien du Service de santé des Armées et aussi, bien sûr, au bon Dieu. Dès son réveil, il réclame ma présence... Je saute dans un VAB du PCIAT et débarque à l'antenne en quelques minutes à peine. Marin se confesse. Il est heureux, il me parle de sa femme et de ses enfants. Dans la nuit, il est évacué en France par un Falcon.

Mon passage à Goma pour le 14 juillet, innocent et joyeux au départ, a tourné au cauchemar. Dès l'aube, les premiers réfugiés de Kigali et de toute la région Nord sont arrivés jusqu'à Goma. Les militaires français, qui renoncent vite à leur cérémonial de la fête nationale, voient déferler, incrédules, une foule immense de gens silencieux, une armée de zombies à la détermination farouche. Ils n'ont plus de nourriture, pas d'eau, pas de couvertures. Un flot de dizaines de milliers de personnes épuisées, résignées, affamées. Mais cela n'est encore rien. Deux jours plus tard, l'enfer ouvre toutes grandes ses portes : épidémie de choléra. Elle frappe très vite et très dur. D'abord les plus faibles : dénutris, fatigués, déshydratés, sidéens, paludéens et parfois le tout à la fois.

Fin juillet 1994, à Goma, l'épidémie de choléra fait rage. Comme toutes les statistiques du genre, celles que le colonel Le Goff du Bureau logistique a dressées, pour la seule ville de Goma, font froid dans le dos : 700 morts recensés le 21 juillet, 1 700 le 22, 2 000 le 23, 2 200 le 24, jusqu'à 2 500 morts

par jour... La ville est jonchée de cadavres. J'ai vu des gens, sans force, totalement résignés à leur sort, aller s'allonger sur les tas de cadavres. Pour mourir. C'était insupportable. C'était révoltant. Il y avait des corps partout entre la ville et l'aéroport. Sur un seul kilomètre, on remplissait les six camions de l'escouade ! Le « on », c'était quelques jeunes soldats du 511^e RT d'Auxonne, du 14^e RPCS de Toulouse, du 3^e RPIMA de Carcassonne et du Génie de l'Air d'Istres. Aucun Africain, dans un premier temps, n'a voulu nous donner un coup de main... Même la promesse d'un bon salaire ne faisait pas le poids.

Des mètres cubes de cadavres. La putréfaction et la masse. La masse et la putréfaction. Une montagne gigantesque de corps liquéfiés. L'apocalypse.

Dans ces conditions atroces, nous avons cherché à honorer les morts. Dans un premier temps, en m'inspirant du rituel pour les défunts, j'ai fait des obsèques quasi réglementaires, liturgiquement parlant. Puis, très vite débordés par l'ampleur de la catastrophe, nous avons fait pour le mieux : en ensevelissant les cadavres proprement, en les rangeant correctement dans la fosse, en les traitant avec de la chaux vive, en posant de petites croix en bois protégées par une ficelle, en faisant des bénédictions succinctes et des prières rapides. Mais le soir, sur le lit Picot, les yeux ouverts en regardant la moustiquaire... Pour ces jeunes soldats de Goma, l'existence n'aura plus désormais le même sens. Dieu non plus.

Vers la mi-août, le dispensaire Saint-François-d'Assise a pris un tournant inattendu. Seul hôpital local en activité dans toute la région, il attire de bien curieux visiteurs en tout genre, mais aussi, comme par miracle, un certain nombre de médecins rwandais ainsi que certaines ONG (MEDELOR² et MSF). Débordés par l'afflux des malades qui se présentaient en consultation et des hospitalisés de l'hôpital militaire toujours en nombre croissant, nous avons été obligés de nous étendre. Un terrain attenant au bâtiment principal nous a permis d'installer une dizaine de tentes modulaires, ce qui a considérablement augmenté nos capacités d'accueil. Pour devenir un hôpital digne de ce nom, il nous manquait un bloc opératoire. C'est là que j'ai pu apprécier la générosité et la ténacité

cité du médecin-chef Auclair. Il a investi tout son temps et mit tout son cœur pour négocier, d'abord avec le Service de santé des Armées à Paris, avec le ministère de la Défense ensuite, afin d'obtenir l'autorisation de faire don de son bloc opératoire à notre dispensaire. Nous avons eu un moment de satisfaction lorsque j'ai célébré la messe du 15 août qui inaugurerait l'hôpital Saint-François-d'Assise.

Notre principal souci, au cours des derniers jours – notre retour en France était prévu pour le 22 août –, était d'assurer la continuité de l'hôpital. Qui pourrait prendre en charge la suite de sa gestion ? Qui aurait suffisamment de moyens et de bonne volonté pour faire vivre et fonctionner cet hôpital nouveau-né ? La Providence ne nous a pas fait attendre : le 17 août, un haut représentant de l'Ordre de Malte nous rend une visite de courtoisie. Il nous aura fallu un quart d'heure autour d'un café pour résoudre notre problème et une transmission de consignes de deux jours, avant de passer la main et les « clés » à l'Ordre de Malte.

Mission accomplie !

Notes du chapitre

1 – Daniel Diedrich, alias Demba, devenu un proche collaborateur du président François Bozizé après le putsch en 2003 et promu lieutenant-colonel dans l'armée centrafricaine. Empoisonné à Bangui, évacué en urgence en France, Daniel décède le 3 juin 2008.

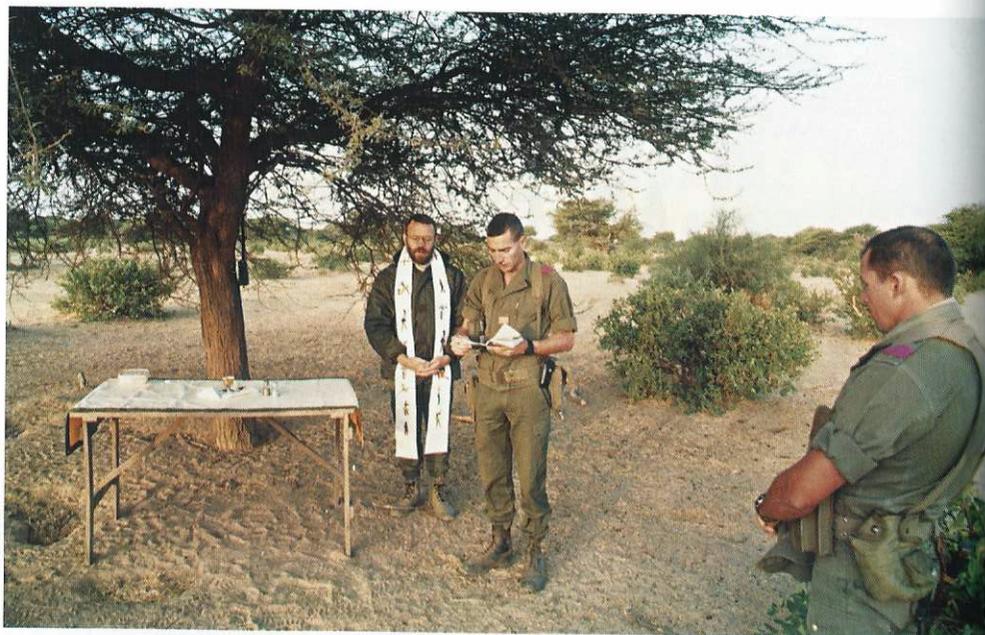
2 – Médecins du Monde Lorraine

SARAJEVO

1995-96

C'EST AU TCHAD, GRÂCE À LA TÉLÉVISION de la popote de la compagnie de commandement et de soutien, que j'ai pu suivre les événements qui se déroulaient en Bosnie entre mars et juillet 1995. Les images défilaient, les reportages se succédaient et les commentaires des journalistes des chaînes françaises étaient unanimes (depuis la guerre du Golfe de 1991, l'émotion télévisuelle, alliée à une subtile désinformation, remplace avantageusement la réflexion) : les Bosno-Serbes étaient des assassins, des bourreaux, et les Bosno-Musulmans subissaient le martyre. L'affaire des militaires français obligés, par les autorités de l'ONU, de se rendre et devenus les otages des milices serbes, nous a confortés dans cette certitude. L'image du drapeau blanc du 26 mai nous a été jetée en pleine figure : preuve humiliante mais incontestable. Il est toujours bon, pour un soldat, d'avoir une vision claire des choses. Il est bon de savoir pourquoi on y va et dans quel sens on s'engage. Il est bon de savoir de quel côté se trouvent la veuve et l'orphelin, pour pouvoir identifier son ennemi. En tant que régiment constitué, renforcé d'un escadron blindé et d'une compagnie de génie, nous étions programmés comme 4^e bataillon d'infanterie (Batinf 4) à Sarajevo dès le début du mois de septembre 1995. Bien évidemment, sous casque bleu, comme soldats de la paix.

Le retour du Tchad s'effectue début juillet. Le chef de Corps suggère au Bureau opération et instruction (BOI) d'organiser



Tchad, novembre 1992. Messe en pleine brousse. Le capitaine Jean-François Hogard fait la lecture.



N'Djamena, décembre 1992. Un casse-croûte improvisé dans une famille tchadienne.



Rwanda, 1994. Opération Turquoise. Accueil des blessés et des malades au centre Saint François à Cyangugu.



Rwanda, 1994.
Opération Turquoise.
Caporal-chef Daniel Diedrich.